

# Près de 60 associations lancent un appel aux autorités

/// Réunies en collectif, 58 associations de tout le canton ont présenté hier un manifeste pour la dignité.

/// Le Covid a fait émerger une nouvelle misère sociale et économique. Selon ces associations, le dispositif actuel ne suffit plus.

/// S'appuyant sur sept revendications, elles appellent les autorités cantonales à prendre des mesures.

DOMINIQUE MEYLAN

**PRÉCARITÉ.** «Aujourd'hui, il y a une urgence humaine.» Ces mots de François Vallat, responsable du service solidarité de l'Eglise catholique du canton, résumant l'état d'esprit des 58 associations fribourgeoises qui ont convoqué la presse hier. Elles veulent rendre visible la misère sociale et économique qui a émergé avec le Covid. Ce collectif a signé un manifeste pour la dignité qui appelle à une réponse politique rapide.

Depuis mars 2020, un nouveau pan de la population fribourgeoise a basculé dans la précarité. «Des personnes font les poubelles à la recherche de nourriture. Et nous sommes à Fribourg», dénonce Philippe Cotting, directeur de l'association Reper.

## Multiplés facettes

Cette détresse n'est pas qu'alimentaire. «La précarité est complète, elle touche tous les domaines», rapporte Anne-Pascale Collaud, responsable du service de consultation et d'accompagnement social de Caritas Fribourg. Des familles ne parviennent plus à acheter des lunettes pour leurs enfants. Certaines doivent choisir entre l'assurance de la voiture, souvent nécessaire pour leur emploi, et les assurances maladie. Les soins passent à la trappe. «Les enfants sont

les premiers à en payer le prix», avertit Anne-Pascale Collaud.

Selon ces associations, le filet social prévu par le canton ne suffit pas. Elles ont donc adressé sept revendications aux autorités cantonales et communales. Elles espèrent ainsi éviter que la précarité ne s'installe dans la durée.

La première concerne l'aide sociale. Le collectif souhaite que son remboursement ne soit plus forcément exigé. Le Conseil d'Etat a déjà exprimé son refus d'aller dans ce sens, mais une motion est pendante au Grand Conseil. Alors que les associations font face à une importante augmentation des demandes, cela ne semble pas être le cas de l'aide sociale. Pour Philippe Cotting, c'est la preuve que cet outil ne fonctionne pas. «La plupart des gens ont peur de s'endetter.»

## Un parcours difficile

Une ancienne bénéficiaire témoigne de sa descente aux enfers. Vendeuse de formation, elle a travaillé et gagné honorablement sa vie pendant des années. De gros problèmes de santé bouleversent sa situation et la contraignent à demander l'aide sociale. «Je n'imaginai pas que ce serait autant porteur de violences.» Cette Fribourgeoise de 41 ans a eu le sentiment de perdre sa dignité,



Ces derniers mois, les associations qui offrent une aide alimentaire ont été beaucoup sollicitées. ARCH - A.VULLIQUOD

sa liberté et son libre arbitre. «J'étais fortement limitée dans mon pouvoir d'agir, infantilisée.»

Les associations déplorent la complexité des démarches pour obtenir l'aide sociale. «Nous suivons une mère célibataire qui n'a plus ni carte d'identité, ni assurance maladie, ni adresse. On lui demande 25 documents officiels, alors qu'elle n'en a aucun», prend pour exemple Cédric Fazan, directeur du Tremplin.

Le droit à l'alimentation est une autre des préoccupations du collectif, qui propose la création d'une banque alimen-



«Les enfants sont les premiers à en payer le prix.»

ANNE-PASCALE, CARRITAS FRIBOURG

taire. «Le canton nous a aidés, mais cela ne suffit pas, estime Philippe Cotting. Le Conseil d'Etat s'appuie beaucoup trop sur les associations.»

## Pour les familles

Le collectif exige que les prestations complémentaires pour les familles soient introduites comme le prévoit la Constitution. Ces aides sont destinées à soulager les ménages contraints de vivre avec des revenus trop bas. Dans ce domaine, les choses avancent puisque le canton présentera un avant-projet vendredi.

L'inclusion numérique fait aussi partie des préoccupations, tout comme l'accès au logement ou la participation des personnes concernées aux aux mesures de prévention et de lutte contre la pauvreté. Le collectif veut encore favoriser l'intégration des Fribourgeois touchés par la précarité.

Ce manifeste pour la dignité doit provoquer un débat public autant qu'une réponse politique. Il est accompagné d'une pétition. Un site internet, [www.dignite-fribourg.ch](http://www.dignite-fribourg.ch), propose plusieurs témoignages sur les multiples facettes de la précarité. ■

# Des demandes d'aide arrivent chaque semaine

Dans le sud du canton, les Cartons du cœur et l'Association St-Bernard du cœur font face à une hausse constante des demandes. «C'est reparti très fort en début d'année», témoigne Yves Charrière, président de l'antenne gruérienne des Cartons du cœur. Cette situation

Qui sont ces familles? «C'est tout le monde», réplique la Gruérienne. Certains ont perdu leur travail, d'autres ont vu leur revenu diminuer. «Nous avons des coiffeurs, des serveurs et nous commençons à avoir des restaurateurs», explique-t-elle. Selon une enquête du Centre

de recherches conjoncturelles (KOF), citée en conférence de presse, les ménages dont le revenu est inférieur à 4000 francs ont subi une diminution de 20% de leurs rentrées depuis le début du Covid. «Les dépenses incompressibles dépassent les revenus», déplore Cédric Fazan, directeur du Tremplin.

Sur le site internet du manifeste pour la dignité, une mère de trois enfants, séparée de son mari, témoigne: «Ma situation

s'aggrave avec une pension quasi nulle certains mois. Et là, je suis confrontée au choix de payer mon loyer et les assurances maladie ou nourrir les enfants. C'est la panique.»

«C'est très très difficile même psychologiquement, parce que je me demande aussi, après le Covid, qu'est-ce que je vais faire?»

«Certains veulent se débrouiller seuls et n'utilisent pas les services publics», détaille Yves Charrière. «Beaucoup ne mangent pas à leur faim. Ils donnent aux enfants, mais il ne reste rien pour eux», complète Claude Maillard. Le Covid n'a rien changé à la difficulté de demander de l'aide. «Les gens attendent clairement de n'avoir rien dans les placards.»

Pierre Monferini, directeur de SOS futures mamans, constate également une hausse des demandes d'aides financières. La Gruyère est touchée comme le reste du canton. Parmi les points positifs, il relève que le district s'est montré exemplaire dans sa capacité à mobiliser et à coordonner rapi-

dement l'action des associations. Un exemple dont s'inspire le collectif cantonal aujourd'hui. DM

PUBLICITÉ

